



Les Ateliers de la Fondation: groupe Lutter

Racisme, discriminations, esclavage contemporain, « concurrences mémorielles »: lutter contre quoi ? Pour quoi ? Pour qui ? Comment tisser du commun ?

Présidé par **Jean-Claude William** (Université des Antilles) et modéré par Léa Bouaroua (Eclore)

Ce compte rendu reprend le déroulé des échanges de manière non exhaustive, en essayant de respecter les opinions et expressions de chacun.e au cours de l'atelier. Il est suivi d'un relevé des recommandations qui ont émergé de l'atelier.

Ouverture de la séance par M. Jean-Claude William:

L'histoire de l'esclavage est une histoire de résistance et de luttes. Il faut inscrire les luttes d'aujourd'hui dans les traditions et les héritages d'hier. Une institution comme celle là, n'a de sens que si elle s'inscrit dans une histoire contemporaine

Rappel des règles de prise de parole

- Temps de parole limité (5 min max), et équitable (en priorité aux personnes n'ayant pas pris la parole, respect de la mixité de genre et de statut)
- Respect de la diversité des opinions et propositions exprimées
- Volonté commune à contribuer à la création de la Fondation et à être entendu.e.s

Rappel de l'objectif de cet atelier participatif

- Identifier les axes stratégiques de travail sur la thématique "Lutter" grâce aux remontées des acteurs de terrains
- Interroger le rôle de la Fondation à naître et proposer des recommandations dans la perspective de sa création

Organisation des débats

Le groupe a fait le choix de commencer par débattre, sujet par sujet: concurrences mémorielles, racisme et discriminations, puis esclavage contemporain; avant d'élargir à la question de la lutte dans son ensemble et du positionnement de la Fondation à cet égard.

1 - Concurrences mémorielles

Jean Claude William : Il existe une tendance de mettre en opposition l'esclavage (à titre principal la traite négrière transatlantique) et la Shoah. Cette opposition est d'autant plus forte à partir de 2001 et de la loi Taubira, avec la désignation de "crime contre l'Humanité".

Amadou Ba, Président de France citoyenne et républicaine : Il ne peut pas y avoir de concurrence mémorielle car on ne peut pas faire de hiérarchisation de la valeur des vies : 1=1 [...] Durant la traite négrière, l'esclave n'est pas considéré comme un être humain, il n'a pas de valeur (il y a donc une hiérarchie, que l'on combat).

Il y a une libération de la parole raciste, et on constate qu'il n'y a pas les mêmes réactions médiatiques et politiques face au racisme que face à l'antisémitisme. La Fondation doit réaffirmer la solidarité des personnes victimes de discriminations.

"La Fondation doit réaffirmer la solidarité des personnes victimes de discriminations." A. Ba

Il y a deux axes stratégiques de lutte : la question de la citoyenneté, au sein de la diaspora, mais aussi la question de permettre l'égalité réelle, car l'esclavage, ce n'est pas seulement le passé. La Fondation doit aider à relayer à centraliser l'ensemble des acteurs. On a un vrai besoin de fédérer tout le monde.

" Permettre l'égalité réelle, car l'esclavage, ce n'est pas seulement le passé." A. Ba

Blaise Mbea, Président de l'association Intégration, Développement et Culture : Notre association organise à Noisy, une semaine de commémoration de l'esclavage. Quand on parle de concurrence, il y a deux axes : ce qui fait la différence (voir comment ils font, s'inspirer des modes d'action pour être vus et entendus) et nous, à quel niveau sommes-nous ? quel objectif veut on atteindre ?

" S'inspirer des modes d'action des organisations juives pour être vus et entendus." B. Mbea

Théo Lubin, Présidente de l'association Rencontres Réconciliation : Je ne comprends pas la question de la concurrence mémorielle : chacun a son histoire différente. Le point commun c'est le crime contre l'humanité. L'esclavage était un déni de l'humanité des personnes réduites en esclavage.

Il n'y a pas de concurrence. S'il existe une différence c'est en termes de réparations. Il faut se rappeler que la dernière abolition date de 1946 avec la loi Houphouët-Boigny.

“ Il n'y a pas de concurrence. Si il existe une différence c'est en termes de réparations.” T. Lubin

Lydie Greffier, Vice présidente du Collectif pour la Commémoration de l'Abolition de l'Esclavage et la Traite Négrière: L'enjeu de reconnaître le crime contre l'humanité, c'est la dignité humaine. La Fondation doit insister sur cette question du respect de la dignité humaine.

Claudius Johnson, Le Havre : La question de la concurrence mémorielle peut exister avec la Shoah, mais pas seulement. On constate que sur la mémoire de l'esclavage, entre les Antillais et les Africains, il n'y a pas les mêmes formes et les mêmes niveaux d'implication.

La question de l'esclavage est avant tout basée sur une certaine mentalité, une certaine culture, qui existe toujours, et qu'il faut combattre. Il faut faire un travail avec les populations africaines pour faire évoluer les mentalités.

“ La question de l'esclavage est avant tout basée sur une certaine mentalité, une certaine culture, qui existe toujours, et qu'il faut combattre.” C. Johnson

Il faut arrêter avec la victimisation

Dominique Taffin, Archives de Martiniques : Je ne sais pas, de quelles mémoires doit-on parler ? Est-ce que l'on doit parler de mémoires de l'esclavage ou de la mémoire des Afro-descendants, par exemple ?

“ De quelles mémoires doit-on parler ? ” D.Taffin

Il y a un réel sentiment d'une inégalité de traitement des mémoires (avec la mémoire de la Shoah) qui ne doit pas alimenter la concurrence. La Fondation est un moyen de réguler ça. On doit faire attention à ne pas enfermer la question dans la mémoire des victimes. Il faut éviter d'alimenter les clivages. Il y a une forme de concurrence entre celles et ceux qui se posent en entrepreneurs de mémoire.

“ Attention à ne pas enfermer la question dans la mémoire des victimes. ” D.Taffin

Viviane Vaugirard, Présidente de Agora karayib : La concurrence mémorielle est pour moi liée à des questions de temporalités. La Shoah, c'est plus récent, plus fort, plus vif. La traite donne le sentiment d'être lointain.

Concernant le phénomène de l'esclavage, il n'y a pas eu de fédération de groupement. La Fondation doit donner les moyens à tout un chacun de mener son action, de faire son devoir de mémoire, et rassembler malgré les clivages. Elle doit être un lieu commun pour informer, communiquer.

“ La Fondation doit donner les moyen à tout un chacun de mener son action, de faire son devoir de mémoire, et rassembler malgré les clivages.” V. Vaugirard

José Pentoscope, Président de Cifodorm : On travaille contre les discriminations et le racisme, à Massy. Nous organisons la fête de rassemblement des mémoires. La concurrence mémorielle existe, mais on pense qu'il ne devrait pas y en avoir, car il n'y a pas de hiérarchie de la souffrance.

Mais la concurrence existe dans la manière dont les médias traitent de ces mémoires. On a besoin de changer les mentalités, il y a un travail à faire au niveau de l'école et des médias. Il faut donner les moyens aux forces vives de pouvoir agir et informer les populations.

“ Il y a un travail à faire au niveau de l'école et des médias. Il faut donner les moyens aux forces vives de pouvoir agir et informer les populations.” J. Pentoscope

Ce n'est pas la peine d'expliquer les différences entre la Shoah et la traite négrière. Il faut un message clair, l'humain, le respect de la dignité humaine.

Adna De Paula, Présidente de UFVJM Brésil : Pour faire exister la Fondation, on a besoin des politiques, de leurs engagements durables, c'est à double tranchant. Ce qui est arrivé au Brésil, c'est qu'on est arrivé à mettre cette question dans le projet politique. On a pu obtenir les changements dans les programmes pédagogiques, parler des cultures africaines. On risque de tout perdre maintenant, avec l'élection de Bolsonaro.

En tout cas, il faut affirmer face aux politiciens qu'il n'y a pas de concurrences mémorielles, et que les “concurrences mémorielles” ne soient pas utilisées pour *invisibiliser* les mémoires et les oppressions (comme ça a pu être le cas pour les femmes autochtones au Brésil).

“Il faut [...] que les “concurrences mémorielles” ne soient pas utilisé pour invisibiliser les mémoires et les oppressions.” A. De Paula

Blaise Mbea : Il y a un thème capital dans la lutte, c'est la veille stratégique.

Il faut s'inspirer de la communauté juive, qui a réussi à faire valoir sa mémoire. Il faut des penseurs influents, des docteurs influents, etc, La diaspora partout à travers le monde, est organisée, avec des liens.

Comment faire entendre notre voix, comment changer la situation ? c'est la lutte qu'il faut mener !

"Comment faire entendre notre voix, comment changer la situation ? c'est la lutte qu'il faut mener !" B. Mbea

Théo Lubin : Il faut arrêter d'utiliser le mot "négrière". On parle beaucoup de la traite transatlantique, c'est important de ne pas oublier l'Océan indien.

2 - Racisme, discriminations

Jean-Claude William : Le racisme est une question lourde parce qu'elle est encore actuelle, il ne faut pas jouer à l'autruche, c'est une réalité. Une entreprise comme celle de la Fondation, même si elle a une vocation mémorielle, ne peut pas écarter les conséquences d'aujourd'hui de ce qui s'est passé hier et avant-hier. L'esclavage et la colonisation repose sur le postulat qu'il y a des hommes qui sont supérieurs, et d'autres qui ne sont même pas des hommes, et qui n'ont pas été touché par la civilisation. C'est de cela qu'est né le racisme.

"Une entreprise comme celle de la Fondation, même si elle a une vocation mémorielle, ne peut pas écarter les conséquences d'aujourd'hui de ce qui s'est passé hier et avant hier." JC. William

Les formes de racisme ont évolué, et il y a un autre phénomène qui risque de voir le jour, ce que Sartre appelait le racisme antiraciste, dans la préface de Frantz Fanon. C'est un racisme de réaction, qui se construit en réaction à un déséquilibre dans la société.

Il y a également une question de la vraie représentation des minorités et de la place des "nègres" dans les lieux de pouvoir, en métropole mais aussi et surtout dans les outre-mers.

Guilaine Jean Marie : Où sommes-nous, nous, les noirs ? Dans les lieux de pouvoir, aux Antilles, nous sommes invisibles, dans la haute fonction publique.

"Où sommes nous, nous, les noirs ? Dans les lieux de pouvoir ?" G. Jean Marie

La discrimination est la manifestation du racisme, de façon *infravisible*. Les discriminations sont de moins en moins explicites et visibles. Pourtant, on est en train de régresser sur les sujets de discriminations, à la fois pour les femmes et pour les personnes "de couleur"

Henri Jean, Directeur du GIP MMETA : Il y a une recrudescence de manifestations racistes. Notre question, c'est vraiment de penser ensemble comment le travail mené par la Fondation est susceptible de nous donner des outils et des arguments pour lutter contre le racisme. Il faut sortir des pétitions de bonnes intentions, avec peu de portée. En quoi le travail sur les mémoires de l'esclavage peut nous montrer que le racisme peut être combattu ? Nous sommes une société plurielle, c'est un plus, une richesse.

Théo Lubin : Un plus pour qui ? Pas pour les personnes déracinées et réduites en esclavage.

Jean-Claude William : Nos histoires sont des histoires dont les blessures sont encore fortes et vivaces. Mais ces histoires s'inscrivent dans le monde, il faut réfléchir aux difficultés qui peuvent naître de ces histoires, de ces discriminations. Le monde est divers, il n'est pas un. En France aussi, il y a une diversité, il y a une diaspora afro-descendante. Il faut mettre l'accent sur le fait qu'une des forces de la France, c'est sa diversité (au-delà du football). Je pense à Marie-José Pérec, qu'on désignait, à l'apogée de sa carrière comme "la française". Lorsque ses performances ont baissé, on parlait de Marie José Pérec, "la guadeloupéenne".

Amadou Ba : Ce qui me frappe c'est le décalage entre la montée du racisme et l'anesthésie de cette communauté "diverse". Puisqu'on parle de la diversité, comment se fait-il que les représentants de la diversité ne se mobilisent pas plus face au racisme. Des gens divers et éduqués, qui se mettent en marge de la société civile, et n'ont pas de réaction face à des monstruosité qui sont dites. Comment nous réagissons face à ces agressions qui sont devenues d'une grande banalité ? Il faut faire le lien entre l'esclavage, la colonisation, et la citoyenneté.

" Il faut faire le lien entre l'esclavage, la colonisation, et la citoyenneté." A. Ba

Il faut que nous soyons capables d'accéder aux lieux de décision, à la fois dans la haute administration, dans l'économie, dans les institutions. Il y a pour moi une vraie attente vis à vis de la Fondation, qui doit nous aider à accéder aux lieux de pouvoir.

Comment se fait-il que toutes les compagnies qui ont pillé l'Afrique et qui ont bénéficié de la traite négrière n'emploient pas aujourd'hui ces personnes (en particulier la diaspora africaine) ? L'esclavage était une entreprise d'enrichissement et de pouvoir. Il faut permettre l'accès au pouvoir économique. La Fondation doit aider la deuxième ou troisième génération en ce sens, leur permettre de trouver les informations stratégiques

“ La Fondation doit nous aider à accéder aux lieux de pouvoir. Comment se fait-il que toutes les compagnies qui ont pillé l'Afrique et qui ont bénéficié de la traite négrière n'emploient pas aujourd'hui ces personnes ?” A. Ba

José Pentoscrope: Le problème n'est pas uniquement au niveau des hauts fonctionnaires ! L'élection de Barack Obama n'a pas fait disparaître le racisme aux Etats Unis.

On ne va pas continuer avec les victimes d'un côté, les bourreaux de l'autre. L'évolution des mentalités doit se faire à tous les niveaux. C'est une question de double regard, il faut que les représentations mutuelles évoluent. En Martinique et Guadeloupe, il n'y a que des préfets blancs. C'est différent dans les pays anglophones, car le système colonialiste anglophone est différent. Si on veut que les choses évoluent, il faut qu'on fasse un travail d'émancipation des deux côtés, amener les gens au dialogue.

“ Si on veut que les choses évoluent, il faut qu'on fasse un travail d'émancipation des deux côtés, amener les gens au dialogue” J. Pentoscrope

Lydie Greffier : J'ai une question depuis quelques années : ça fait longtemps qu'on parle des différences, ça n'a pas produit des luttes assez efficaces pour changer les choses. Et si nous parlions de ce que nous avons en commun ? Peut-être qu'on gagnerait à aborder les questions sous cet angle-là.

“ Et si nous parlions de ce que nous avons en commun ?” L. Greffier

Jean-Claude William : Il faudrait éduquer à l'égalité, par exemple avec les poupées, les jouets, pour que nos enfants puissent grandir dans l'idée de l'égalité. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il y a une vraie ségrégation dans certains quartiers, chez nous aux Antilles, une ségrégation sociale mais aussi raciale. La Fondation ne va pas régler le problème, mais elle peut poser la question. Contribuer à la réflexion et à l'action pour briser cette ségrégation.

Viviane Vaugirard : Dans notre association, nous mettons en avant des figures totem de femmes des outremer. Nous voulons mettre les femmes en valeur dans des lieux de la République, et nous constatons que nous avons beaucoup de difficultés à avoir accès à ces endroits-là. Il y a une ségrégation parce qu'on est des ultra marins. On se sent enfermées dans une communauté. On passe par les partenaires de la communauté juive par exemple, pour obtenir des salles en mairie.

On parlait d'éducation. Il faut aussi éduquer nos politiques. L'histoire des outremer c'est aussi l'histoire de France, pourquoi nous cantonner au ministère des outremer ?

“ On parlait d'éducation. Il faut aussi éduquer nos politiques. L'histoire des outremer c'est aussi l'histoire de France, pourquoi nous cantonner au ministère des outremer ?” V.Vaugirard

Milca Michel Gabriel, Membre du CNMHE : Je voulais rebondir sur la nécessité de l'éducation. Je pense que les jeunes ont besoin de pouvoir se référer à des modèles. Tous les jeunes ne veulent pas être dans le monde du sport ou du divertissement. Valoriser d'autres figures de modèles permet de changer les représentations.

“ Valoriser d'autres figures de modèles permet de changer les représentations” M.Michel Gabriel

On ne peut pas éradiquer le racisme, c'est comme le crime, mais on peut agir pour le diminuer. L'élection d'Obama, on ne peut pas dire qu'elle n'a rien changé, car les enfants noirs qui ont grandi sous l'ère Obama ont explosé le plafond de verre dans leur tête. Ils peuvent se rêver président ou présidente.

On doit lutter aussi contre nos propres préjugés sur ce qu'on peut faire, ce à quoi on peut accéder. La Fondation devrait pouvoir accentuer sur les classes prépa des grandes écoles pour accéder aux hautes fonctions, par exemple soutenir les prépa de l'ENM et de l'ENA dans les outremer par exemple.

Les parcours ne sont pas assez valorisés ou médiatisés, des initiatives comme les entretiens de l'excellence sont très utiles.

Dominique Taffin : Quel doit être le rôle et la fonction spécifiques de la Fondation contre les discriminations, puisque c'est censé être une cause nationale, et qu'il y a énormément de dispositifs existants ? Qu'est-ce que la Fondation peut faire qui maximiserait l'impact de ce qui existe ? Quels sont les échecs, quelles leçons à tirer ? Par le biais de l'enseignement, de l'histoire, comment on peut contribuer à la lutte contre les discriminations ? à enrichir les argumentaires et à donner les outils pour ceux qui travaillent à ce sujet ?

“Quel doit être le rôle et la fonction spécifiques de la Fondation contre les discriminations, puisque qu'il y a énormément de dispositifs existants ?” D.Taffin

Peut-être la Fondation pourrait-elle avoir un rôle d'observation et de promotion des bonnes pratiques et des initiatives existantes. Elle peut également avoir un rôle d'accélérateur mettant en évidence les bonnes pratiques ? Elle doit travailler en coopération avec les institutions qui existent et les structures qui luttent contre les discriminations

Jean Claude William : La Fondation peut ouvrir des pistes ou s'inscrire dans des pistes existantes (formation, histoire etc). Il faut voir comment elle y contribue ?

Le racisme et les discriminations, on vit avec, on s'y habitue. Comment lutter contre la banalisation ?

Amadou Ba : [*“Je hais l'indifférence” Gramsci*]

La Fondation doit permettre d'attirer l'attention sur les violences et les discriminations que subissent les Afro-descendants. On ne peut pas fermer les yeux. Il y a eu des violences urbaines pendant lesquelles des jeunes ont été tués par la police, ils n'obtiennent aucune réponse. La Fondation peut aussi accompagner les cas.

Mylène Thomas, Membre de Sos Racisme : Avec mon nom je ne peux pas être française. C'est ce que l'on me renvoie. C'est ancré.

Ce que j'attends de la Fondation, c'est un travail politique, culturel, éducatif, pour déconstruire l'imaginaire colonial. Il faut parler de l'histoire de la diaspora, dans le cadre scolaire et au-delà. On a besoin de moments médiatisés pour relater notre histoire commune.

Ne pas dénier que l'esclavage a eu un poids dans l'apogée économique de l'Europe. S'il n'y a pas de réparation financière, on exige au moins d'être restaurés par la dignité.

“[Il faut] un travail politique, culturel, éducatif, pour déconstruire l'imaginaire colonial. [...] Si il n'y a pas de réparation financière, on exige au moins d'être restaurés par la dignité.” M.Thomas

Claudius Johnson : Quelques pistes concrètes : La Fondation devrait dénoncer les propos qui ont été tenus par l'Etat. Le Code Noir. Elle peut influencer le discours sur l'histoire de France. C'est très récent d'avoir des commémorations des tirailleurs sénégalais, africains du nord, et antillais morts pour la France.

Le modèle républicain devrait être plus républicain. La Fondation devrait entreprendre des campagnes très claires. L'état a une forme de responsabilité, il peut faire plus.

Enfin, il y a l'enjeu de la communication, par exemple en mettant en avant, comme cela a été suggéré, des talents d'outremer.

Blaise Mbea : Il faut accompagner les mots avec des actions, des luttes. La Fondation doit permettre de creuser tout ce qui est la connaissance de notre histoire, les faits de mémoire. Il faut creuser le passé pour que nous puissions mieux vivre le présent.

"Il faut creuser le passé pour que nous puissions mieux vivre le présent" B.Mbea

La connaissance c'est important. La Fondation peut subventionner des actions de recherche pour écrire. Elle devra servir de relais aux associations qui sur le terrain organisent des manifestations, créer un réseau, fédérer.

La Fondation doit aussi être aussi à l'écoute de l'international. Il ne faut pas que ça reste entre nous ici en France, sans relation avec l'Afrique. L'idée d'un jour férié est importante aussi.

"La Fondation doit aussi être aussi à l'écoute de l'international."
B.Mbea

Mais on sait que la Fondation ne peut pas tout faire. Elle ne fera pas tout. C'est à nous, concernés, de cultiver, dans nos familles, dans nos réseaux, d'éduquer, de pousser, de s'organiser (on est dispersés).

Théo Lubin : L'ONU a décrété la décennie des personnes d'ascendance africaine en 2015, est ce que la Fondation peut travailler sur cet événement ? Cela pourrait permettre de travailler pour la reconnaissance, la justice, la visibilité de nos mémoires. Quelles dispositions pratiques pour cette décennie?

3 - Esclavage contemporain

Jean Claude William : A titre personnel, je ne suis pas d'accord avec l'expression "esclavage contemporain", le risque est grand de banaliser l'esclavage. D'une certaine manière, on ne peut pas mettre sur le même plan, l'esclavage né de la traite négrière transatlantique et l'esclavage contemporain. On parle de plusieurs réalités qui ne sont pas sur le même plan, les migrants en Libye, les domestiques philippines au Moyen Orient... Bien sûr, on doit se préoccuper des formes d'oppressions et de domination. L'esclavage dans l'histoire de l'humanité c'est quelque chose de très particulier

Fanta Sako, Service civique Unis-Cité : Je voudrais comprendre, qu'est ce qui fait la différence, concrètement ?

Jean Claude William : La première différence, c'est la transplantation de populations. Il y avait des châtiments corporels. Les esclaves n'étaient pas considérés comme des êtres humains mais comme des meubles. On doit distinguer l'esclavage de la captivité la

responsabilité des africains n'est pas de la même nature. Les prisonniers de guerre étaient captifs. L'esclavage, ça se définit par la déshumanisation.

Milca Michel Gabriel : Je voudrais ajouter, en tant que magistrat, que la différence principale avec ce qui se passe actuellement en Libye, c'est la légalité. La traite négrière et l'esclavage étaient légaux. Ils étaient encadrés par la loi, par l'Etat, qui a rédigé le Code Noir.

"La traite négrière et l'esclavage étaient légaux." M.Michel Gabriel

Lydie Greffier : Pourquoi ne pas considérer ce qui se passe en Libye et en Mauritanie comme de l'esclavage ? Cela pose la question de la liberté de l'être humain. La définition de la mise en esclavage c'est une privation de liberté à des fins d'enrichissement. C'est la définition admise du terme esclavage, reprise dans les grands textes fondateurs.

Amadou Ba : Il y a aujourd'hui beaucoup de situations d'oppressions qui sont de l'esclavage. Je pense en France, aux immigrés qui travaillent au noir sans être certains d'obtenir une rémunération, aux prostituées dans les réseaux de trafics d'êtres humains, aux aides ménagères des beaux quartiers... Pour arrêter l'esclavage, il faut le respect du code du travail.

"Pour arrêter l'esclavage, il faut le respect du code du travail." A.Ba

Théo Lubin : Les sans-papiers, les migrants aujourd'hui, est ce que c'est de l'esclavage contemporain ? Que doit-on penser des centres de rétention, de la privation de liberté ?

Jean Eric Sendé : Avec le collectif Africa50, on a organisé une manifestation par rapport à l'esclavage en Libye. C'est horrible, on ne peut pas laisser faire, rester insensibles à ce qui se passe en Libye, maintenant. Des personnes sont vendues comme de la marchandise. C'est de l'esclavage.

"On ne peut pas laisser faire, rester insensibles à ce qui se passe en Libye maintenant." JE.Sendé

La Fondation pourrait être un moyen de pression pour que les états locaux développent des politiques jeunesse restent chez eux et évitent de subir l'esclavage.

Guilaine Jean Marie : Il faut cerner de quoi on parle très clairement, il y a des situations de sujétion, de domination. Il existe de l'esclavage, comme en Libye, où les personnes sont vendues comme des marchandises. On ne peut pas prendre tous les cas d'oppression. Sinon la Fondation n'aura pas une identité et une image claire.

Dominique Sopo, Président de SOS RACISME : Qui trop embrasse mal étreint. Il y a des résonances qui existent. La question de la domination des populations, le traitement des migrants n'est pas sans rapport avec cette histoire de l'esclavage. La question : Comment cette histoire et ses systèmes de représentations résonnent avec les situations actuelles ?

Il y a un principe de réalité à prendre en compte, la Fondation n'aura pas les moyens financiers de régler tous les problèmes. Mais il y a également un enjeu d'identification de la Fondation. Elle doit être identifiée comme un outil avec une vocation claire. La question de l'esclavage n'est pas que tournée vers le passé. Son système de pensée continue, par toute une série de canaux, à être agissant sur la société aujourd'hui.

"La question de l'esclavage n'est pas que tournée vers le passé. Son système de pensée continue, par toute une série de canaux, à être agissant sur la société aujourd'hui" D.Soppo

Jean-Claude William : On pourrait résumer en disant que le coeur de métier de la Fondation, c'est les mémoires de la traite négrière, mais qu'elle peut interpellé sur les situations d'oppressions d'aujourd'hui.

On peut réfléchir autour du nom de la Fondation. La mémoire de l'esclavage, à quoi le singulier fait il écho ? Quel esclavage ?

Blaise Mbea : Il ne faut pas que nous nous dispersions. Comme le disait le professeur, ce qui a été vécu n'a pas d'équivalent, il faut vraiment le dire. Il y a une faille : comment un tel événement peut avoir lieu aux yeux de l'humanité sans que ça soit un cratère énorme sur la terre, la fin du monde ? On ne doit pas mélanger les choses. C'est vers cet objet que doivent converger toutes les recherches. Vers les valeurs de la République, Liberté, Egalité, Fraternité. Qui devrait être champion de ça ? nous, les noirs !

Lydie Greffier : Comment commémorer l'abolition de l'esclavage si je sais qu'il y a des enfants réduits en esclavage ? Comment commémorer l'abolition si l'esclavage n'est pas aboli ? Je suis très mal à l'aise avec l'idée de travailler sur la mémoire de l'esclavage en sachant que des personnes, à quelques heures de moi, subissent encore ce sort !

*"Comment commémorer l'abolition si l'esclavage n'est pas aboli ?"
L.Greffier*

Fanta Sako : Je suis d'accord. Je travaille dans les CADA, j'écoute tous les jours des récits de migrants qui sont passés par la Libye. C'est aussi le cas de mon cousin. On ne peut pas écouter ces récits et dire que ce n'est pas de l'esclavage. C'est terrible. Il n'y a pas d'autre mot, c'est de l'esclavage.

Jean-Claude William: De manière symbolique et très parlante, il avait été considéré que cette Fondation aura comme siège l'ancien ministère des colonies où a été signé l'acte d'abolition. C'est pour moi un positionnement clair sur la conception de la mémoire de l'esclavage.

Pierre Yves Bocquet : A la genèse de ce projet, il y a la volonté de faire une institution *nationale* : c'est-à-dire une institution qui s'adresse en priorité à la France. Sans ignorer le reste du monde, car la France n'est pas hexagonale, elle est mondiale à cause de cette histoire-là. Les gens ne se rendent pas compte à quel point ce qui s'est passé dans tous ces territoires a marqué notre histoire nationale.

Ce n'est d'ailleurs pas facile de l'accepter, car on parle d'un crime contre l'humanité. Il y a une difficulté à l'accepter et à en parler... mais la reconnaissance crée une responsabilité. Pour aujourd'hui aussi : une institution comme celle-là n'a de sens que si elle répond aux enjeux actuels. Le pari que nous faisons est que raconter cette histoire peut aider, que cela peut faire reculer les discours de haine, le racisme, les préjugés.

Car cette histoire a eu des conséquences. Elle a nourri des préjugés et généré des injustices. Elle s'est poursuivie dans la colonisation. Mais elle a créé aussi des liens qui expliquent les flux de personnes, d'idées, de cultures. C'est toute sa complexité et cette complexité est celle du monde d'aujourd'hui. De la France d'aujourd'hui, c'est-à-dire de la France avec ses outre-mer : c'est pourquoi la Fondation doit associer tous les territoires. Elle doit avoir une utilité par rapport à leurs problèmes actuels et elle doit aider à mieux les faire comprendre.

"On fait le pari que raconter ces histoires, ça peut aider, faire reculer certains discours de haine, le racisme, les préjugés" PY. Bocquet

Blaise Mbea : Si nous sommes là, ce n'est pas seulement pour que la Fondation nous instruisse sur le passé. Les esclaves ont été dépossédés, de leur terre, du pouvoir économique, de leur dignité, de leur humanité. Il y a aux Antilles un pouvoir économique très concentré chez les blancs. C'est un héritage concret de cette histoire.

La connaissance c'est la lumière qui agit. Avoir les informations, et partager pour que cela ne se reproduise plus. La Fondation servira aussi de veille. Elle pourra identifier, rendre visible, attirer l'attention sur les risques de glissements, pour ne pas se diriger à nouveau vers ce drame qui s'est passé

"La Fondation servira aussi de veille. Elle pourra [...] attirer l'attention sur les risques de glissement, pour ne pas se diriger à nouveau vers ce drame qui s'est passé" B. Mbea

Jean Eric Sendé : L'esclavage moderne, c'est urgent, c'est maintenant, on ne peut pas faire l'impasse dessus. Quels moyens la Fondation devrait se donner pour prévenir ça. La prévention c'est agir dans les pays d'origine.

Dominique Soppo : La Fondation pour la mémoire de l'esclavage, que nous voulons créer, c'est une Fondation nationale. Il faut Lutter, c'est parce qu'il y a des choses à faire aujourd'hui. L'atelier "Lutter" est important et n'est pas là par hasard. Personne ne dit qu'il faut rester sur le passé. C'est parce que ça reste quelque chose de très actuel que les mémoires de l'esclavage sont essentielles dans notre société.

Nous devons avoir un champs précis pour éviter la dilution. Nous ne pouvons pas agir partout, à la place des autres. Nous devons travailler en France, sur les conséquences qu'a aujourd'hui l'esclavage.

La France avant de donner des leçons, doit se mettre au clair sur ce que cette page de l'histoire a produit et continue à produire dans sa propre société. L'économie des outremer reste une économie très coloniale. Il y a un énorme travail à faire, évoquer toute une série de points de blocages. le travail sur la France est gigantesque. On est aussi utile pour le reste du monde en faisant en sorte d'être exemplaire

"La France, avant de donner des leçons, doit se mettre au clair sur ce que cette page de son histoire a produit et continue à produire dans sa propre société." D.Soppo

Milca Michel Gabriel : La représentation des outremer est vraiment problématique. On n'est pas inclus dans l'image de la France. Sur les cartes météo, les outremer n'existent pas. La Fondation pourrait appuyer sur la représentation auprès des grandes chaînes, et sur le traitement médiatique des enjeux ultramarins. On n'existe pas tous les jours dans le paysage national.

"Sur les cartes météo, les outremer n'existent pas. [...] On n'existe pas tous les jours" M. Michel Gabriel

Guilaine Jean Marie : J'ai le sentiment d'une approche franco-française, je veux dire hexagonale. Les faits sont les faits, les connaissances l'histoire. Par contre on ne peut pas exporter l'outil tel quel dans les DOM (Antilles), ça demanderait que des Antillais "locaux" participent et apportent les nuances qu'il faut apporter. On doit considérer la vraie vie dans les territoires, il n'y a pas les mêmes enjeux sur la discrimination, l'emploi, etc. La situation à la Réunion par exemple est aussi très particulière.

Pour que la Fondation prenne en compte les territoires d'outremer, il faut adapter les étapes pour une vraie implantation. Pour moi, ce travail sur la mémoire de l'esclavage est plus urgent aux Antilles, il y a plus de ressentiment encore.

"Ce travail sur la mémoire de l'esclavage est plus urgent aux antilles. Il y a plus de ressentiment encore" G. Jean Marie

Henri Jean : à titre d'information sur la question que les médias appellent “l'esclavage contemporain”, il y a une prise en considération de ces questionnements du CNMHE et au Ministère de la justice. Il y a également une répression du trafic d'êtres humains. Il existe des institutions qui pourraient être intéressées par une coopération. Reste à déterminer sous quelle forme. la Fondation devra se saisir de cette question

Lydie Greffier : On doit continuer à abolir pour faire honneur à Schoelcher

Jean-Claude William : La démarche première des ateliers était de mettre l'action sur la mémoire de l'esclavage sans nier les répercussions qu'elle peut avoir, et les formes actuelles d'oppression qui en découlent. On doit s'en saisir. Il ne faut permettre aucun déni d'humanité.

4 - Lutter... ?

Jean-Claude William : Lutter contre quoi ? pour quoi ? pour qui ? comment tisser du commun ? Quel rôle pour la Fondation ?

La résistance a toujours existé, c'est important de le dire, la traite négrière, les esclaves, dès le moment où ils mettent le pied en Amérique, commencent à résister. Les événements du 22 mai en Martinique, la situation d'Haïti, s'inscrivent dans une continuité, une histoire de la lutte. Il faut retirer l'idée de la passivité. Il y a eu révolution par les esclaves, y compris suicide. Ces aspects doivent être inscrits dans le devoir de mémoire.

Et s'il faut lutter aujourd'hui, il nous faut inscrire la lutte d'aujourd'hui dans la tradition d'hier.

L'ensemble du groupe: LUTTER, contre quoi ... ?

L'ignorance, l'indifférence, la République coloniale, les discriminations, la recrudescence des discours et des actes racistes, les préjugés, le négationnisme, l'affaiblissement des valeurs républicaines (Liberté, Egalité, Fraternité), l'obscurantisme, la persistance de pratiques déshumanisantes et d'oppressions...

S'inscrire dans une dynamique constructive, **Lutter POUR** ...

Réconcilier les mémoires, Apaiser les sociétés, Créer du lien (en France, entre l'hexagone et les outre mer, entre les acteurs de la société civile et les institutions, entre les trois continents), pour la reconnaissance, pour des valeurs communes, pour une vigilance partagée et documentée, pour que chaque Français puisse se réaliser et accéder à ses rêves, pour soutenir les autres, être un modèle...

Dominique Soppo : Comment tisser du commun ? La déclinaison pratique peut être de différents ordres : éducatif, politique, etc.

On ne peut pas tisser de commun sans évoquer les noeuds du passé histoire ultra violente. On ne peut pas tisser du commun sans avoir les espaces pour que les douleurs s'expriment. On doit dépasser, pas neutraliser. Il faut un espace d'expression de la douleur. Peur qui empêche cet espace. La Verbalisation.

"On ne peut pas tisser du commun sans avoir les espaces pour que les douleurs s'expriment. On doit dépasser, pas neutraliser"
D.Soppo

Jean Claude William : La réconciliation souhaitable et indispensable, mais encore faut-il que les conditions soient réunies. Il y a deux blocs qui s'opposent aujourd'hui. Il faut apurer le passé.

Une initiative intéressante, tous Kréyol, est d'associer dans ce travail mémoriel un Béké.

Théo Lubin : Se reconstruire, c'est réparer le passé. Déconstruire la construction coloniale (et ses héritages), réparer le tissu commun (ça ne concerne pas que les noirs).

Blaise Mbea : *Qu'est ce qui est commun entre un esclavagiste et un esclave ?*

Il y a des perspectives différentes. Souvent les hommes réagissent par rapport au lieu où ils sont (pas seulement physique).

On peut partir d'un objectif. Si on ne part que du passé sans objectifs, c'est très conflictuel. Il y a des points de départ, que la France a ouvert. La terre (dans les îles, les békés et les créoles sont sur la terre), on peut développer par rapport à la terre, par rapport au développement économique.

On doit préconiser d'avoir des pistes ouvertes, et que ça continue. Pour voir l'avenir, il faut connaître le passé. Mais comment accéder au passé ?

Amadou Ba : On doit rassembler et valoriser toutes les initiatives existantes. La Fondation doit les respecter sans les annihiler. Elle peut piloter, rationaliser, faire émerger des solutions nouvelles par rapport au bien vivre ensemble. Il faut penser une diversité des actions.

Lydie Greffier : Il faudrait un représentant des trois continents pris dans le commerce triangulaire. La Fondation pourrait avoir une forme de gouvernance partagée (directoire). Une présidence à trois têtes, avec une personne issue de la diaspora africaine et une personne issue des outremer.

Théo Lubin : Et avec des représentants de la société civile. Nous devons être présents dans les décisions.

Dominique Taffin : Tous les sujets des autres ateliers rejoignent cette question de comment Lutter. Qu'il s'agisse de transmettre, de commémorer, de créer ou de valoriser. Sur un point particulier, lié à mon expertise, je voudrai apporter la notion de bien commun. Il me semble

que la Fondation doit construire une mise en commun de sources, de documents privés, pour être ouverts à la recherche etc. Elle peut faire ressortir ce patrimoine, pour aller dans des institutions publiques et être accessibles, constituer un réel bien commun.

Guilaine Jean Marie : La Fondation peut nous aider à faire des actions en commun, créer du lien entre les acteurs, faire ressortir les actions qui seraient intéressantes dans les différents champs.

Blaise Mbea : Est ce qu'il existe un lieu de dialogue aux Antilles entre les Békés et les Créoles ? Non.

Théo Lubin : Il faudrait penser la Fondation comme une structure, y compris physique. Il y a beaucoup de personnes qui espèrent un musée, un mémorial. C'est très bien. Je pense qu'il faut également un lieu vivant, un lieu de dialogue, un institut (comme par exemple l'institut du monde arabe). On a besoin d'un lieu pour tisser du commun

Fanta Sako : En tant que jeunes en service civique, on pense qu'il faudrait permettre à des jeunes d'aller dans les écoles avec d'autres associations, d'apprendre, de renforcer les connaissances sur le sujet, pour partager cette mémoire, de jeunes à jeunes.

Dominique Soppo : Le lieu peut être un espace de dialogue, c'est un champ de lutte également. La Fondation, c'est un outil pour lutter aujourd'hui.

Relevé des recommandations du groupe « Lutter »

1. Travailler avec les organisations juives et s'inspirer de leurs expériences, outils et organisations.
2. Avoir une plateforme pour parler d'une voix commune (sans faire taire les débats entre différents acteurs de la société civile en interne), avoir des relais impliqués dans différentes sphères d'influences (médiatiques, économiques, politiques)
3. La Fondation peut symboliquement acter une reconnaissance politique et médiatique
4. Prendre en compte la diaspora africaine et l'impliquer dans le réseau et dans la gouvernance
5. Se positionner sur des mémoires plurielles, qui ne concernent pas que les descendant.e.s de personnes réduites en esclavage lors de la traite négrière transatlantique
6. Avoir une ouverture claire à l'international, avec notamment un travail avec la francophonie, avec Haïti, le Brésil, l'OUA..
7. Participer à la décennie des personnes d'ascendance africaine de l'ONU
8. Être garants que les concurrences mémorielles ne soient pas instrumentalisées pour *invisibiliser* des formes d'oppression
9. Travail politique, culturel, éducatif, pour déconstruire l'imaginaire colonial, dans le cadre scolaire, médiatique, et au-delà
10. La Fondation doit réaffirmer la solidarité des personnes victimes de discriminations.
11. 2 axes stratégiques de lutte, égalité réelle de tou.te.s, et question de la citoyenneté
12. Permettre aux afro-descendants d'accéder aux lieux de pouvoir et de décision
13. L'esclavage a contribué à construire les fortunes européennes, il faut que les afro-descendants puissent accéder au pouvoir économique (lutter contre les discriminations à l'embauche)
14. Travailler en complémentarité avec les dispositifs de lutte contre les discriminations
15. Enrichir les argumentaires et outiller concrètement grâce à la mémoire, les luttes contre le racisme
16. L'évolution des représentations doit se faire dans un double regard, on doit travailler des deux côtés
17. Eduquer à l'égalité (ex poupées)
18. Attirer l'attention des pouvoirs politiques et médiatiques dans les cas de discriminations, y compris violences policières et violences urbaines
19. La Fondation ne peut pas célébrer les abolitions et être aveugle à ces formes d'oppression
20. Travailler en coopération avec les institutions qui agissent sur ces sujets
21. Avoir une fonction d'observatoire, de vigilance, mais également de promotion des bonnes pratiques et d'accélération des initiatives
22. Mener des campagnes d'interpellation, attirer l'attention sur les situations et sur la reproduction de schémas de domination
23. Travailler en relation avec les pays d'origine
24. Agir en France plutôt que donner des leçons

25. Impliquer des “locaux locaux” vivant les réalités des territoires d’outremer dans la gouvernance de la Fondation
26. Adapter les programmes et les orientations pour qu’elles parlent aux populations sur place dans les territoires d’outremer
27. Ne pas oublier l’Océan Indien
28. Encourager les chaînes de télévision nationales et les médias à inclure les outremer dans leurs traitements comme les départements métropolitains (ex carte météo)
29. Valoriser les parcours de réussite, les rôles modèles
30. La Fondation peut faciliter l’accès aux lieux de la république (ne pas rester cantonné au ministère des outremer) pour les ultramarins et affirmer que l’histoire des outremer c’est aussi l’histoire de France
31. Créer un espace de dialogue avec les Békés
32. Agir contre les ségrégations territoriales dans les outremer
33. Encourager les prépas ENM et ENA / hautes fonctions publiques sur les territoires d’outremer
34. Il faut fédérer, rassembler, relayer, valoriser et mettre en réseau les initiatives et les acteurs
35. Donner les moyens d’agir, alors que les ressources s’amointrissent. L’Etat a des responsabilités, il doit s’impliquer financièrement de manière significative.
36. Interpeller d’autres institutions, construire en coopération, former les fonctionnaires et les politiques
37. La Fondation doit être un lieu commun pour informer, communiquer, rendre visible.
38. Une mise en commun de ressources et de sources documentaires aujourd’hui en grande partie privées, accessibles à tou.te.s et notamment à la recherche
39. Un lieu de dialogue et de construction au delà du seul musée (ex Institut du Monde Arabe) un lieu à tisser du commun mais également un champ de lutte - lieu géré par la Fondation ou projet financé par la Fondation
40. Une gouvernance partagée, à la fois avec des représentant.e.s des 3 continents (proposition de triple présidence, à terme),
41. Mais également une gouvernance qui intègre la société civile dans la stratégie sur le temps long (au-delà des ateliers ponctuels) et dans les décisions
42. Prendre en compte le risque de perdre les acquis en fonction des changements politiques (ex Brésil) et assurer de s’inscrire dans le long terme